

193

Le gouvernement veut accélérer l'expulsion de 193 étrangers radicalisés en situation irrégulière, a annoncé hier Gérard Darmanin

Il y a quelques minutes c'est Bruxelles qui fut frappée à nouveau par une attaque terroriste islamiste qui a ôté la vie à deux Suédois. Notre Europe est bousculée.

EMMANUEL MACRON
Président la République



L'INSOLITE

Des eurodéputés envoyés en train par erreur à Disneyland

C'est une drôle de journée vécue par une délégation de députés européens hier alors qu'ils pensaient prendre la direction de Strasbourg pour une semaine chargée de session parlementaire. Le train de la SNCF, qui ne comportait pas que des députés européens, a fait fausse route. Le train a conduit ses passagers en direction de Marne-la-Vallée, gare d'arrivée privilégiée par les visiteurs de Disneyland Paris.

TERRORISME. Après le meurtre de Dominique Bernard, poignardé à mort à Arras

La France a rendu hommage à ses enseignants

VISITES de ministres dans des établissements scolaires, minute de silence à 14 heures dans tous les collèges et lycées du pays, rassemblements : la France a rendu hommage hier à Dominique Bernard, le professeur tué par un ancien élève radicalisé à Arras, trois ans jour pour jour après l'assassinat d'un autre enseignant, Samuel Paty.

La minute de silence à 14 heures était organisée « en mémoire des victimes des attentats commis contre notre école », selon le ministre de l'Éducation Gabriel Attal, qui avait prévenu qu'« aucune contestation » ni « provocation » ne seraient « tolérées ».

Devant le collège-lycée Gambetta, à Arras, où le professeur de lettres Dominique Bernard a été poignardé à mort vendredi et trois autres personnes blessées, beaucoup d'adolescents, certains avec leurs parents, étaient là.

« Il y avait beaucoup d'émotion », a témoigné le président de la région Xavier Bertrand (LR), qui a donné des nouvelles des blessés : le plus grièvement touché, un agent technique, est « sorti d'affaire » et « devrait sortir de rééducation » dans « les jours qui viennent », et le professeur d'EPS blessé



→ Pour la minute de silence, Gabriel Attal était aux côtés de la Première ministre Elisabeth Borne à Conflans-Sainte-Honorine, au collège où enseignait Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie lui aussi assassiné dans un attentat islamiste le 16 octobre 2020.

« mettra du temps à s'en remettre » mais « ses jours ne sont pas en danger ». Le troisième, un agent, a repris le travail. Les obsèques de Dominique

Bernard auront lieu jeudi à la cathédrale d'Arras, en présence d'Emmanuel Macron. Plusieurs villes avaient organisé des rassemblements. Un gros millier de personnes se

sont réunies en fin de journée place de la République à Paris, à l'appel de l'intersyndicale éducation d'Ile-de-France. À Lyon, ils étaient plusieurs centaines, à observer une mi-

nute de silence. Quelque 600 personnes à Montpellier ont écouté la lecture de la lettre de Jean Jaurès aux instituteurs, suivie de La Marseillaise par une chanteuse lyrique.

Le gouvernement renforce la sécurité dans les transports publics

Le ministre des Transports Clément Beaune a annoncé hier le renforcement de la sécurité dans les transports publics sur tout le territoire français après l'activation vendredi du niveau le plus élevé du plan Vigipirate.

168 alertes à la bombe

Les établissements scolaires ont été la cible de 168 alertes à la bombe depuis la rentrée début septembre, sur tout le territoire national, a dénoncé hier le ministre de l'Éducation nationale.

Menace de mort sur un instituteur : un homme placé en détention

Un père de famille a été placé en détention provisoire en attendant d'être jugé le 13 décembre pour avoir menacé de décapitation l'instituteur de son enfant vendredi à la sortie d'école à Pantin (Seine-Saint-Denis). En parallèle, une demande de retrait de titre de séjour va être effectuée afin qu'il soit expulsé.

6 mois ferme

Un homme de 24 ans a été condamné hier à six mois d'emprisonnement ferme pour port d'arme prohibé, après avoir été arrêté avec un couteau de cuisine près d'un lycée des Yvelines, quatre heures après l'assassinat du professeur à Arras.

Le camp présidentiel brandit sa loi immigration

Le camp présidentiel tentait hier d'ancrer les gages de fermeté donnés après l'attentat d'Arras, en présentant la loi immigration comme la bonne réponse pour lutter contre le terrorisme.

Côté annonces, le président Emmanuel Macron a exigé hier des préfets qu'ils passent au peigne fin le fichier des personnes radicalisées susceptibles d'être expulsées de France, pour s'assurer qu'il y a eu aucun « oubli » dans l'examen des procédures.

Le soir même du meurtre de Dominique Bernard, Gérard Darmanin avait présenté son projet de loi immigration, dans les tuyaux depuis plus d'un an, comme le remède à ce type de situation. Cette loi « me permettra d'expulser tous ceux qui, même arrivés à l'âge de

2-3 ans, sont étrangers et méritent de retourner dans leur pays d'origine (...) parce que ce sont des dangers en puissance », avait-il avancé.

« Il faut adopter cette loi désormais très vite (afin) de pouvoir expulser du territoire national des personnes qui jusqu'à présent sont protégées par ce qu'on appelle des réserves d'ordre public », a-t-il répété hier à l'issue d'une réunion de sécurité présidée par Emmanuel Macron.

Les élus de droite du parti Les Républicains (LR) s'opposent au volet « régularisation » de son projet de loi qui doit arriver en séance au Sénat le 6 novembre et ont menacé de déposer une motion de censure contre le gouvernement si ce dernier faisait usage de l'article 49.3 de la Constitution autori-

sant l'adoption d'un texte sans vote.

« Mêmes obstacles »

Depuis vendredi, LR renvoie le gouvernement à ses « failles » dans la prévention du terrorisme, alors que l'attentat d'Arras a eu lieu presque trois ans jour pour jour après celui contre Samuel Paty, également professeur, par un islamiste d'origine russe.

Ce projet de loi « est une fausse voie » qui se heurtera toujours aux « mêmes obstacles », a affirmé le patron de LR Eric Ciotti, réitérant son appel à une réforme constitutionnelle qui « redonne à la nation française la capacité de décider qui elle veut accueillir et qui elle ne veut plus sur son territoire ».



→ Le chef de l'État a exhorté ses ministres à « incarner un État impitoyable » face au terrorisme et a adressé un message de soutien à la communauté éducative.